

La retraite, une affaire de jeune : restons mobilisé-e-s le 10 décembre pour nos retraites et un avenir sans précarité !

Partout en France, les étudiant-e-s, lycéen-ne-s et de très nombreux-euses jeunes travailleurs-euses ont décidé de participer à la grève et aux nombreuses assemblées générales de ces dernières semaines. Malgré la répression, plus de 30 universités et des centaines de lycées étaient mobilisés et 1 500 000 personnes ont défilé dans la rue le 5 décembre pour amorcer cette mobilisation historique !

Alors que les jeunes de moins de 25 ans sont le seul groupe d'âge auquel on interdit l'accès au revenu de solidarité active (RSA), la précarité des jeunes s'aggrave du fait des dernières réformes. Les jeunes travailleurs-euses ont vu leur statut fragilisé par la casse successive du code du travail, les jeunes privé-e-s d'emplois voient leurs aides baisser voire disparaître avec la réforme de l'allocation chômage. Il en va de même pour ceux-elle-s en étude, alors que l'autonomie financière est refusée aux lycéen-ne-s, l'indépendance légale des étudiant-e-s n'a aujourd'hui aucune matérialité sociale. Ceux-elles-ci subissent un système de bourse infantilisant, insuffisant, injuste et incohérent, qui pousse 1 étudiant-e-s sur 2 à se salarier au dépend de ses études. Quand le gouvernement n'aggrave pas notre précarité, il répond à notre situation par des mesures largement insuffisantes.

Avec sa réforme des retraites, le gouvernement nous promet une précarité tout au long de la vie. Le nouveau système de retraite frappera en effet tout le monde, mais ce sont les générations les plus jeunes qui la subiront le plus durement, en plus du "bizutage social" que nous subissons déjà, avec un départ plus lointain et des pensions plus faibles. Le gouvernement veut nous contraindre à travailler plus longtemps pour gagner moins. A carrière égale il faudra travailler bien après 67 ans pour espérer bénéficier d'un niveau de retraite similaire à celui d'une personne qui prendrait sa retraite aujourd'hui.

A cette injustice, le Gouvernement ajoute l'indécence : de peur d'être impopulaire, pour faire passer sa réforme ou l'abandonner, il compte se servir des nouvelles générations comme hypothèque. Ils ne l'assument même pas, parlant de « clause du grand père » quand il envisage de n'appliquer sa réforme qu'aux jeunes. Il s'agit pourtant d'une « clause de l'égoïsme, contre nos petits-enfants », qui ajouterait l'indécence de la lâcheté à l'injustice de l'idéologie d'Emmanuel Macron, qui va jusqu'à essayer de monter les différents secteurs entre eux, au lieu d'aligner en améliorant les différents statuts.

Pour que l'allongement de l'espérance de vie continue à être un progrès, nous devons faire un choix de société : celui de consacrer d'avantage de nos ressources au financement de notre système de retraite par répartition.

Nous dénonçons les fermetures administratives des universités pour empêcher les assemblées générales, les interpellations policières et disciplinaires des jeunes devant les établissements scolaires mobilisés, les attaques de l'extrême droite et les violences policières pour faire taire la jeunesse durant ces mobilisations.

Nous réitérons nos revendications d'abandon de la réforme Macron-Delevoye ! Nous exigeons pour toutes et tous une retraite à taux plein, à 60 ans, avec une adaptation pour les métiers difficiles et la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite. Enfin pour faire face à la précarité des jeunes, nous voulons une allocation d'autonomie pour tous les jeunes !

C'est pourquoi à la veille d'annonce du gouvernement, **nous allons continuer et massifier la mobilisation, dans les jours à venir et descendre dans la rue le 10 décembre, partout en France pour lutter contre la précarité et pour nos retraites !**

Signataires : UNEF, UNL, FIDL, UEC, Jeunes Ecologistes, Jeunes Génération.s, Jeunes Communistes, Jeunes Insoumis.es, Jeunes socialistes, JOC, MRJC, Collectif jeunes diplômé-e-s UGICT-CGT.